



PRÉFET DE L'EURE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie

Arrêté préfectoral n° UBDEO/ERA/25/114 modifiant l'arrêté d'autorisation du 14 juin 2006 de la société SOFRASTOCK INTERNATIONAL implantée la commune de Saint-André de l'Eure(27220)

**Le préfet de l'Eure
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

Vu :

le Code de l'environnement et notamment ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.214-6, L.511-1, R.214-53, R.512-46-22 et R.512-46-23,

le décret du 31 octobre 2024 du Président de la République nommant Monsieur Charles GIUSTI, préfet de l'Eure,

le procès-verbal d'installation de Monsieur Charles GIUSTI, préfet de l'Eure, au 18 novembre 2024,

le décret du 14 février 2024 du Président de la République nommant Monsieur Alaric MALVES, secrétaire général de la préfecture de l'Eure,

l'arrêté préfectoral n° DCAT-SJIPE-2024-92 du 18 novembre 2024 portant délégation de signature à Monsieur Alaric MALVES, secrétaire général de la préfecture de l'Eure,

l'arrêté préfectoral n°D3/B4-06-159 du 14 juin 2006 autorisant la société SOFRASTOCK à exploiter une installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) sur la commune de Saint-André de l'Eure,

l'arrêté préfectoral n°D1-B1-17-1426 du 28 novembre 2017 modifiant l'arrêté d'autorisation du 14 juin 2006,

l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510,

l'arrêté ministériel du 29 mai 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2925,

l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910,

le dossier de porter à connaissance du 4 avril 2019 relatif à la construction du bâtiment 15,

le courrier de porter à connaissance du 17 décembre 2020 relatif à l'actualisation du classement ICPE

et IOTA et au bénéfice de l'antériorité,

le courrier de porter à connaissance du 17 décembre 2021 relatif à l'actualisation des installations IOTA intégrant les piézomètres et barrières hydrauliques et au bénéfice de l'antériorité,

le courrier de porter à connaissance du 14 septembre 2023 relatif à l'identification des groupes d'IPD (Installation Pourvue d'une toiture, Dédiée au stockage) et au bénéfice de l'antériorité,

le courrier de porter à connaissance du 25 septembre 2024 relatif au remplacement des chaudières gaz par des pompes à chaleur,

le courrier de porter à connaissance du 27 novembre 2025 relatif à l'actualisation du classement ICPE et IOTA du site,

le rapport et les propositions du 11 décembre 2025 de l'inspection des installations classées,

le projet d'arrêté porté le 1^{er} décembre 2025 à la connaissance du demandeur,

les observations du demandeur sur ce projet le 7 janvier 2026,

Considérant :

les dossiers de porter à connaissance transmis par l'exploitant entre avril 2019 et novembre 2025, informant l'administration de modifications apportées aux installations, notamment la construction du bâtiment 15, le remplacement d'installations de combustion et la mise à jour des rubriques de classement,

la compatibilité de la demande avec l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510,

que la conformité du bâtiment 15 aux règles de sécurité incendie repose sur des conditions d'exploitation restrictives déclarées par l'exploitant, en particulier l'absence de stockage de masse, la limitation du volume de matières combustibles et la mise en place d'un système d'extinction automatique,

la mise en service du bâtiment 15 en date du 1^{er} août 2019,

qu'il convient de prescrire ces conditions d'exploitation par arrêté préfectoral afin de les rendre opposables et pérennes, et de garantir que le niveau de risque demeure acceptable,

que le dimensionnement des capacités de rétention des eaux d'extinction du site a été calculé selon la méthode D9A et nécessite le maintien d'un volume de rétention disponible d'au moins 9 940 m³, assuré par l'interconnexion des bassins existants,

le remplacement de chaudières au gaz par des pompes à chaleur, qui permet la suppression de zones à atmosphère explosive (ATEX) et réduit les émissions de gaz à effet de serre, améliorant ainsi le bilan environnemental et sécuritaire du site,

que les installations relevant de la loi sur l'eau (rejets d'eaux pluviales et piézomètres) étaient régulièrement exploitées avant le 1^{er} mars 2017 et qu'il y a lieu, conformément à l'article L.214-6 et R.214-53 du Code de l'environnement, de leur accorder le bénéfice de l'antériorité,

qu'il y a lieu d'actualiser les prescriptions applicables au site pour tenir compte de son évolution et de consolider sa situation administrative,

le caractère non substantiel des modifications demandées au regard de l'article R.512-46-23 du Code de l'environnement,

l'article R.512-46-22 du Code de l'environnement susvisé permettant au préfet de modifier par arrêté complémentaire les prescriptions d'un arrêté préfectoral,

l'article R.512-46-22 du Code de l'environnement rendant facultatif l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques,

SUR proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de l'Eure,

ARRÊTÉ

ARTICLE PREMIER : Objet

La société SOFRASTOCK INTERNATIONAL, dont le siège social se situe rue des Aérodomes 27220 Saint-André de l'Eure, est tenue de se conformer aux prescriptions modificatives suivantes concernant son établissement situé à la même adresse.

Les prescriptions ci-dessous s'ajoutent ou se substituent aux prescriptions des articles nommés de l'arrêté préfectoral du 14 juin 2006 modifié par l'arrêté du 28 novembre 2017.

ARTICLE 2 : Nature des modifications visées par le présent arrêté

Les modifications suivantes sont apportées aux installations, conformément aux dossiers de porter à connaissance transmis entre avril 2019 et novembre 2025 :

- **construction du bâtiment 15** : Construction d'un bâtiment d'une surface de 2 175 m² entre des murs existants, exclusivement destiné à l'activité de préparation de collections de pièces automobiles (ACPC), sans stockage de masse associé. Le bâtiment comporte une mezzanine de 210 m² à usage de bureaux. Cette reconstruction porte le volume total des entrepôts classés au titre de la rubrique 1510-2b de 276 701 m³ à 296 276 m³,
- **identification des groupes d'IPD** : Le site est organisé en deux groupes d'IPD : le groupe IPD 1 (bâtiments 24, 16/17, 18, 13, 15, 14) et le groupe IPD 2 (bâtiments 22, 23, 21, 28),
- **suppression des rubriques 1530-2 et 1532-2b** : Les rubriques 1530-2 (papiers, cartons – 2 968 m³) et 1532-2b (bois sec – 1 405 m³) sont supprimées du classement. Ces stockages sont déjà comptabilisés dans le volume des entrepôts classés au titre de la rubrique 1510. Conformément à la nomenclature des installations classées, il n'y a pas lieu de procéder à un double classement,
- **remplacement de chaudières gaz par des pompes à chaleur** : Trois chaudières gaz sont supprimées. Elles sont remplacées par des pompes à chaleur. La puissance thermique nominale totale de la rubrique 2910-A2 est réduite de 10,19 MW à 9,7 MW,
- **suppression de zones ATEX (ATmosphère EXplosive)** : Les trois zones ATEX correspondant aux anciennes chaufferies des bâtiments 12, 16 et 22 sont supprimées. La cartographie des zones ATEX du site est mise à jour en conséquence,
- **augmentation de la puissance des ateliers de charge d'accumulateurs** : La puissance des ateliers de charge produisant de l'hydrogène (rubrique 2925-1) passe de 290,7 kW à 675,88 kW,
- **augmentation de la quantité de liquides inflammables** : La quantité de liquides inflammables de catégorie 1 (rubrique 4330-2) passe de 4,43 tonnes à 7,75 tonnes, stockée dans une cuve double peau enterrée,
- **intégration des rubriques IOTA avec antériorité accordée** : Les installations suivantes, préexistantes au 1^{er} mars 2017, sont intégrées au classement IOTA du site :
 1. rubrique 2.1.5.0 (rejet d'eaux pluviales) : surface imperméabilisée de 18,94 ha, soumise à déclaration,
 2. rubrique 1.1.1.0 (piézomètres et barrières hydrauliques) : 10 ouvrages (6 sur site et 4 hors site), soumis à déclaration.

ARTICLE 3 : Conformité au dossier de porter à connaissance

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenues dans le dossier de porter à connaissance susvisé.

ARTICLE 4 : Modification de l'article 1.2.1 de l'arrêté du 27 novembre 2018 « Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées ou de la nomenclature des installations, ouvrages, travaux, aménagements au titre de la loi sur l'eau »

| Rubrique | Rég i me * | Désignation de la rubrique | Nature de l'installation | Volume ** |
|----------|---------------------|---|---|------------------------|
| 1510-2b | E | Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques : 2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant : b. Supérieur ou égal à 50 000 m ³ mais inférieur à 900 000 m ³ | Entrepôts de stockage de matières combustibles : IPD 1 (Bât 24, 16, 17, 18, 13, 15, 14) IPD 2 (Bât 22, 23 21 28) | 296 276 m ³ |
| 2910-A.2 | DC | Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770, 2771 et 2971. A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seule ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse ou du biogaz. 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW | Chaudières gaz : Bât 13/14 (aérothermes), Bât 17, Bât 24. Puissance nominale totale : 9,7 MW. | 9,7 MW |
| 2925-1 | D | Accumulateurs électriques (ateliers de charge d'): 1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération (1) étant supérieure à 50 kW | Locaux de charge : Bât 13/16/23/25. | 675,88 kW |
| 4330-2 | DC | Liquides inflammables de catégorie 1, liquides inflammables maintenus à une température supérieure à leur point d'ébullition, autres liquides de point éclair inférieur ou égal à 60 °C maintenus à une température supérieure à leur température d'ébullition ou dans des conditions particulières de traitement, telles qu'une pression ou une température élevée. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant supérieure à 1 t | 1 cuve double peau enterrée | 7,75 t |
| 4331-3 | DC | Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 100 t | 1 cuve GNR 5 000 l, 1 cuve gasoil 15 000 l, 1 cuve 1 500 l (sprinklage), 1 cuve 6 000 l Bât 24, 1 cuve 2 x 1 500 l Bât 12, station pompage 1 cuve 1 500 l | 58,85 t |
| 1.1.1.0 | D | Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue | Piezomètres et barrières hydrauliques. 10 ouvrages (6 sur site, 4 hors site) | |

| | | | | |
|-----------|---|---|------------------------------------|----------|
| | | d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau | | |
| 2.1.5.0-2 | D | Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha | Gestion des eaux pluviales du site | 18,94 ha |

* Régime : A (Autorisation), E (enregistrement), D (déclaration), DC (déclaration soumise à contrôle périodique), NC (non classée)

** Volume : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées en référence à la nomenclature des installations classées.

ARTICLE 5 : Prescriptions relatives à l'exploitation du bâtiment 15

Les prescriptions complémentaires suivantes sont applicables à l'exploitation du bâtiment 15 :

- **destination et limitation du stockage** : Le bâtiment 15 est exclusivement destiné aux activités de préparation de commandes (ACPC). Il est interdit d'y effectuer du stockage de masse en palettiers ou en racks de grande hauteur. La quantité totale de matières combustibles présente simultanément dans ce bâtiment, y compris les matières en cours de préparation et les produits finis en attente d'évacuation, ne doit pas excéder un volume cumulé de 110 m³,
- **moyens de protection incendie** : Le bâtiment 15, y compris la mezzanine à usage de bureaux, doit être protégé en permanence par une installation d'extinction automatique à eau de type sprinkleur, dimensionnée et entretenue conformément aux référentiels techniques en vigueur,
- **gestion des eaux** : Le bâtiment 15 ne doit comporter aucun point de rejet d'eaux usées domestiques ou industrielles. L'activité qui y est exercée ne doit générer aucun effluent liquide de procédé. Les eaux pluviales de toiture sont collectées par un réseau dédié et dirigées gravitairement vers les bassins de confinement du site. Tout rejet direct au milieu naturel ou infiltration directe au pied du bâtiment est interdit,
- **prévention des nuisances sonores** : Afin de respecter l'étude d'impact acoustique, les portes sectionnelles et accès donnant sur l'extérieur du bâtiment 15 doivent être maintenus fermés durant la période nocturne (de 22h00 à 07h00), à l'exception du temps strictement nécessaire aux mouvements logistiques.

ARTICLE 6 : Prescriptions relatives à la rétention des eaux d'extinction

Afin de garantir le confinement des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un sinistre, la capacité de rétention utile du site, assurée par l'interconnexion des bassins, doit être maintenue à un volume minimal de 9 940 m³. L'exploitant s'assure en permanence de la disponibilité de ce volume et du bon fonctionnement des organes d'isolement permettant de confiner les eaux sur le site avant tout rejet.

ARTICLE 7 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté, conformément aux décisions mentionnées aux articles L.211-6 et L.214-10 et au I de l'article L. 514-6, peut être déféré à la juridiction administrative selon les dispositions des articles R.514-3-1 et R.181-50 du Code de l'environnement :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication sur le site internet de la préfecture prévue au 4° de l'article R.181-44 du Code de l'environnement ou de l'affichage de la décision en mairie dans les conditions prévues au 2° du même article.

Les personnes physiques et morales de droit privé non représentées par un avocat, autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public, peuvent adresser leur requête à la juridiction

par voie électronique au moyen du téléservice « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Sans préjudice du recours gracieux mentionné à l'article R.214-36, les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1^o et 2^o.

ARTICLE 8 : Publicité et exécution

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant par voie administrative.

Conformément aux dispositions de l'article R.181-45 du Code de l'environnement, l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de l'Eure qui a délivré l'acte pendant une durée minimale de quatre mois.

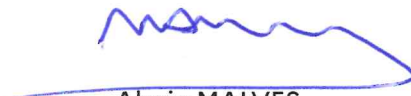
Le secrétaire général de la préfecture, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement de la DREAL sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Copie dudit arrêté est adressée à :

- monsieur le sous-préfet des Andelys,
- monsieur le maire de la commune de Saint-André de l'Eure,
- à l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) (DREAL – UBDEO).

Évreux, le 13 janvier 2026

Pour le Préfet et par délégation,
le secrétaire général de la préfecture



Alaric MALVES